Article 31 du Règlement

port «La guerre contre les femmes»; le Comité canadien sur la violence faite aux femmes; le projet de loi sur le contrôle des armes à feu; l'initiative fédérale de 1991 en matière de lutte contre la violence conjugale; un réseau de centres de recherche sur la violence conjugale et la violence faite aux femmes; l'annonce faite ce matin, par l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, d'une initiative conjointe. . .

Mme le vice-président: Je regrette, mais votre temps est expiré.

* * *

L'UKRAINE

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Madame la Présidente, j'ai le grand plaisir de pouvoir prendre la parole à la Chambre pour la première fois depuis mon retour d'Ukraine, hier soir. Je voudrais tout d'abord féliciter sincèrement les habitants de l'Ukraine pour leur nouvel indépendance.

Il était très touchant d'entendre les Ukrainiens exprimer toute leur gratitude envers le Canada pour sa participation à ce processus pacifique et démocratique. L'indépendance a été acquise sans effusion de sang, mais par l'expression pacifique de la volonté du peuple ukrainien.

Plus de 90 p. 100 des électeurs ukrainiens se sont prononcés librement en faveur de l'indépendance.

L'histoire de l'Ukraine est marquée par des siècles de guerre, de tyrannie et de persécution aux mains de l'ennemi. Néanmoins, la flamme de l'espoir et de la liberté n'a jamais cessé de réchauffer les cœurs des Ukrainiens.

Je suis profondément honoré d'avoir pu assister à un si grand événement historique. De fait, les raisons de célébrer sont nombreuses, tant en Ukraine qu'au Canada. Les Canadiens sont sûrement très fiers que leur gouvernement ait été l'un des premiers à décider de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Mais notre rôle ne s'arrête pas là. Nous devons dès maintenant établir des relations diplomatiques. Le gouvernement ukrainien a besoin de notre aide.

Mme le vice-président: Je regrette, mais votre temps est expiré.

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Madame la Présidente, la violence faite aux femmes dans notre so-

ciété va bien plus loin que les agressions brutales et les meurtres haineux. Quand nous observerons une minute de silence aujourd'hui en mémoire des 14 femmes qui ont été assassinées lors d'un terrible massacre à Montréal, nous devons notamment réfléchir à ce que symbolise leur mort.

Pour un grand nombre de femmes, leur mort symbolise toute une vie de crainte et d'anxiété; toute une vie de peur, consciente ou inconsciente, dans les rues, dans les stationnements, dans les centres commerciaux et dans leurs propres maisons; toute une vie passée à se rappeler qu'il faut emprunter le chemin le plus sûr, bien verrouiller les portes et se faire accompagner jusqu'à la voiture.

Alors que nous craignons d'être attaquées par des inconnus, nous apprenons que la plupart des femmes qui sont victimes d'actes de violence et qui en meurent sont agressées par l'homme qu'elles aiment. Les Canadiens aujourd'hui doivent s'accorder un temps de réflexion et songer à ce qui a pu amener au moins la moitié de la population à vivre dans la peur.

Nous devons nous assurer que, au nombre des libertés dont nous jouissons en tant que Canadiens qui vivons dans une société démocratique, on trouve la liberté de ne pas craindre la violence.

* * *

LES DROITS DES MINORITÉS

Mme Sheila Finestone (Mont-Royal): Madame la Présidente, avec la progression du dialogue constitutionnel, je rappelle au premier ministre que nous devons protéger les droits linguistiques et autres droits des minorités.

Il faut réellement être aux aguets. Le Québec a toujours sa loi 178, qui demeure une loi offensante pour tous ceux d'entre nous qui ne recherchent que le droit à la liberté d'expression. Je dis au premier ministre Bourassa, comme je l'ai fait à maintes reprises: la suppression de la loi 178 montrera à tous les Canadiens qu'ils sont chez eux partout dans notre grand pays, et qu'ils peuvent parler et communiquer, dans la langue de leur choix, à l'intérieur comme à l'extérieur des commerces. Un prétendu assouplissement de la loi 178 ne suffira pas. Qu'on se rappelle que la plupart des Québécois ordinaires d'un peu partout dans la province sont de cet avis et ne sont pas si bornés.

Comme il semble que le parti de M. Bourassa examinera ce week-end la scandaleuse loi sur l'affichage uniquement en français, je demande au premier ministre du Canada de transmettre ce message au gouvernement à